

Quels problèmes économiques la situation de pandémie a-t-elle fait apparaître ?

Respectable Loge, Fraternité Méditerranée, Orient de Montpellier, Région 8
Mots-clefs : Plan de Continuité d'Activités

Comment les résoudre ?

Si nous devons donner un nom pour définir cette période dans le système de santé, ce serait le mot « pénurie » :

- de personnel : d'aides-soignants, d'infirmières, de brancardiers, de médecins...
- de lits
- de médicaments
- de respirateurs
- de masques, surblouses, charlottes, gants, lunettes, liquide hydroalcoolique, tests.

Les effets de cette crise ont touché la plupart des pays industrialisés. Certains, comme l'État Français, ont montré les limites de leur autonomie et de leur souveraineté dues aux prises de décisions politiques des différents gouvernements soumis à la mondialisation voulue par les grands groupes financiers. Du point de vue économique, la pandémie a mis en exergue la dépendance des pays occidentaux creusée au profit de la Chine et de quelques pays émergents, du fait de la délocalisation de toutes leurs infrastructures de production, dans de nombreux domaines tels que l'industrie lourde, la chimie, la pharmacie, le textile et bien d'autre encore.

Durant cette période, la seule solution proposée fut celle déjà utilisée au moyen âge pendant la grande peste : le confinement de la population avec son lot de restrictions, amendes, chômage et fermeture d'entreprises.

Solutions proposées :

La Franc-maçonnerie travaille à l'amélioration matérielle et morale de l'humanité. Il nous faut donc remettre l'humain au centre des solutions à étudier, mettre les valeurs de solidarité, d'égalité et de liberté en avant.

En fonction de la nature de la crise et de sa durée, il faut avoir une approche multisectorielle et sociale (la prise en charge des catégories socioprofessionnelles et catégories d'âge doivent être adaptés).

Commencer par procéder à un diagnostic d'autonomie des fonctions économiques vitales à l'échelle nationale, basé sur la doctrine des Plans de Continuité d'Activité.

Mettre en cohérence les plans d'urgence nationaux spécifiques pour une approche globale et intersectorielle

Définir une politique de stocks locaux, régionaux et nationaux, en redéfinissant les prérogatives des décideurs, tenant compte de notre organisation administrative

Si le secteur bancaire a résisté, il faudrait entrevoir de pouvoir basculer sur un autre type d'échanges et monétisation (monnaie virtuelle, tickets, trocs)

Si les services publics sont partie prenante du marché, le citoyen ne devient-il pas un client de la République ?

La question qui se pose est : Le Service Public doit-il dépendre du Marché ? Doit-il être soumis aux dogmes financiers ? N'est-il pas plutôt au service des citoyens à égalité de droits et devoirs ?

Les services publics sont le prolongement de l'action de la République et de ses représentants, à l'endroit du citoyen, à tous les niveaux de notre organisation administrative, chacun dans ses prérogatives. La République est une et indivisible. Elle doit garantir un service public à tous les citoyens, à égalité de droit, sur tout son territoire.

Leur mise en œuvre s'appuie sur un cadre réglementaire et législatif dimensionné et organisé pour une situation normale. Mais il compte également sur une ressource humaine, des outils, des infrastructures, des budgets... Qu'advient-il lorsque que l'on sort du champ de fonctionnement habituel ? En tant de

crise comme celle que nous traversons, les priorités doivent s'établir, et se concentrer sur les enjeux vitaux en faisant abstraction de ce qui peut être différé dans le temps. L'humain doit rester au cœur des préoccupations, tant dans la continuité de service par les mesures conservatoires des fonctionnaires, qu'ils soient d'État, Hospitalier ou Territoriaux.

Il est apparu une impérieuse nécessité de conjuguer les complémentarités public/privé dans les domaines de la médecine, commerce, distribution, énergies... Elle s'est traduite dans certains cas par des réquisitions pour réguler et contrôler certains secteurs sous tension.

Où se situe le citoyen dans ce puzzle dont l'image était changeante ? En premier les notions de civisme et de responsabilité individuelle et collectives ont été le ciment du dispositif. Le citoyen « acteur » plus que « consommateur » a permis de révéler ces solidarités qui unissent les humains, quels que soit leur sexe, leurs croyances, leur nationalité, leur âge...

Les services publics sont un des piliers de la Nation, qui ne peuvent rester debout que s'ils sont soutenus par les citoyens qui composent la population. La compréhension, l'acceptation, la collaboration et la résilience ont permis de rester à l'état de crise (avec un fonctionnement dégradé) et ne pas basculer vers une situation de catastrophe (paralysie et chaos).

Alors dans cette crise, le citoyen n'était pas un client de la République, on lui a confié une responsabilité, il s'est approprié les rôles et tâches qu'on lui a attribués, en confiance. Si le chemin de la récupération sera long, il faut saluer le courage et l'optimisme dont chacun a fait preuve qui fait qu'aujourd'hui la République est debout solidement ancré sur les piliers que représentent la Nation et le Citoyen.

Notre tâche n'est pas terminée, un long et dur labeur sera encore nécessaire pour améliorer l'humanité.